

Proposition d'ateliers critiques sur "Tous Fraudeurs" : dossier complet pour PAC Verviers

Une opportunité rare de partenariat s'offre avec PAC Verviers pour déconstruire collectivement le documentaire le plus controversé de 2025 en Belgique francophone. PAC Verviers, coordonné par Priscilla Cimetta, (crvi) est déjà ancré dans les quartiers mêmes filmés par Deborsu (écrivains publics rue de Hodimont, jardin solidaire), dispose d'un réseau dense de partenaires locaux, et possède un précédent historique parfait : la campagne "**Tous des glandeurs ?!**" (2013), co-produite avec les Équipes Populaires, (PAC) qui ciblait exactement la même stigmatisation. L'absence de réaction publique identifiable de PAC au documentaire de novembre 2025 constitue paradoxalement un espace à investir — et une proposition structurée d'ouaisfieu pourrait combler ce vide au moment précis où le CDJ s'apprête à rendre son avis déontologique.

Le terrain est déjà préparé : profil et activités de PAC Verviers

PAC Verviers est une régionale active, solidement implantée dans le tissu associatif verviétois, (CRVI) avec une programmation 2025-2026 riche qui touche des publics diversifiés. Ses thématiques principales sont le féminisme/écoféminisme, l'interculturalité, la justice sociale, l'écologie et l'inclusion. En 2025-2026, la régionale a organisé notamment un café politique autour du spectacle "Et un matin, tout était en flammes" (compagnie La vie en rouge, septembre 2025), (PAC) une exposition sur l'histoire de la sécurité sociale ("Le droit de vivre", de septembre 2025 à mars 2026), (PAC) des ateliers de déconstruction féministe des contes ("Elle était une fois... les subversives"), (PAC) et la formation d'écrivain·e·s public·que·s.

Trois éléments du profil de PAC Verviers rendent un partenariat particulièrement pertinent. Premièrement, le **réseau des écrivains publics** tient des permanences dans le quartier même du reportage — rue de Hodimont, chez APKA, à la Régie de quartier de Mangombroux (Verviers) — et touche directement les publics précarisés mis en scène dans le documentaire. Deuxièmement, le **jardin solidaire "Racines d'ici et d'ailleurs"**, mené en partenariat avec le Mouvement Personne d'Abord, (PAC) incarne cette approche d'éducation permanente par le faire-ensemble dans les quartiers populaires. Troisièmement, le **Festival Interculturalité** annuel (autour du 21 mars) mobilise déjà une coalition large — CRVI, CIEP, centres culturels, bibliothèque, ARC, La Belle Diversité (PAC) — qui constitue un réseau prêt à l'emploi pour une initiative sur la stigmatisation médiatique.

La gouvernance est assurée par les co-président·e·s Yohann Frédéric et Aurélie Kaye. (PAC) L'équipe salariée se compose de Priscilla Cimetta (coordinatrice) (crvi) et potentiellement d'Isabel Martin (animatrice). Les horaires d'ouverture sont du lundi au vendredi, 8h-12h et 13h-17h. (pac-g) Le local se situe au **bâtiment CGSP, Crapaurue 7, 4800 Verviers.** (Liege)

"Tous des glandeurs ?!" : le précédent qui légitime tout

La campagne "**Tous des glandeurs ?!**" de 2013, menée conjointement par PAC et les Équipes Populaires, constitue l'argument le plus puissant pour la proposition de partenariat. Cette campagne visait (L'Avenir) exactement les mêmes enjeux que ceux soulevés par le documentaire de Deborsu : la stigmatisation des chômeurs, (L'Avenir) la déconstruction des préjugés sur les allocataires sociaux, la parole donnée aux personnes

concernées. Elle s'est traduite par la distribution d'un journal tiré à **60 000 à 100 000 exemplaires** dans les gares de Wallonie et Bruxelles, la publication des "Chroniques du No Job's Land" (12 témoignages), (Mondequibouge) des spectacles (Théâtre des Travaux et des Jours) et des animations en milieu scolaire.

Le parallélisme entre "Tous des glandeurs ?!" et "Sans boulot : tous fraudeurs ?" est saisissant jusque dans la formulation. Proposer un atelier de déconstruction du documentaire de 2025, c'est s'inscrire dans une continuité directe de l'action de PAC. Ce n'est pas une initiative extérieure — c'est un prolongement logique du travail déjà accompli.

Aucune réaction publique identifiable de PAC (ni la régionale de Verviers, ni le mouvement national) au documentaire de novembre 2025 n'a été trouvée en ligne — ni communiqué, ni analyse sur pac-g.be, ni article de presse. En revanche, **Alter Echos**, média du secteur social qui se revendique d'une mission d'éducation permanente, a publié une analyse critique intitulée "Sans-boulot : tous suspects ?". Et le secteur associatif dans son ensemble (CPAS, conseil communal, tribunes dans La Libre) s'est largement mobilisé.

L'avis du CDJ imminent : une fenêtre stratégique

La procédure institutionnelle se trouve à un moment charnière. Le CSA a reçu **plus d'une centaine de plaintes** (La Libre) et a ouvert un dossier d'instruction pour infraction potentielle à l'**article 2.4-1 du décret SMA** (interdiction de diffuser des programmes incitant à la discrimination en raison de la condition et l'origine sociale). (csa) (La Libre) Cependant, le CSA a (Parismatch) immédiatement transmis les plaintes au CDJ pour avis et **suspendu** (Parismatch) **sa propre analyse** dans l'attente de cet avis. (csa)

Le CDJ dispose d'un délai de **90 jours renouvelables** (Parismatch) à compter du 12 novembre 2025. (csa) Ce délai arrive à échéance autour du **10-12 février 2026** — c'est-à-dire maintenant. Aucune décision n'a encore été publiée : les réunions plénières de novembre 2025, décembre 2025 et janvier 2026 ont traité d'autres dossiers. L'avis devrait logiquement intervenir en février ou mars 2026.

Un enjeu juridique crucial doit être compris : selon une interprétation récente du Conseil d'État, **si le CDJ rend un avis, le CSA perd sa compétence** pour se prononcer sur les aspects légaux des mêmes plaintes. (csa) (Parismatch) Le CDJ n'a pas de pouvoir de sanction (Leedj) (contrairement au CSA), mais ses avis ont une autorité morale importante. Concrètement, RTL-TVI ne risque vraisemblablement pas de sanction administrative. C'est précisément ce qui rend le travail d'éducation permanente indispensable : **la régulation institutionnelle ne suffira pas ; la réponse doit aussi être citoyenne et pédagogique.**

Côté RTL, la chaîne a **refusé de réagir** (La Libre) officiellement. Deborsu a publié deux réactions minimales : un post Facebook ("un reporter rapporte mais ne juge pas") (Moustique +2) et une carte blanche dans Het Belang van Limburg où il compare sa situation à celle d'un politique pris dans une tempête médiatique. (La Libre) (Parismatch) Il a continué à produire des émissions pour RTL-TVI et a été nommé comme "personnalité télé belge de l'année". (Moustique)

Adapter l'arpentage au documentaire : une méthodologie à construire

Il n'existe pas encore de méthodologie formalisée d'arpentage audiovisuel. C'est à la fois un défi et une

opportunité : l'atelier proposé serait innovant. Peuple et Culture, mouvement fondateur de l'arpentage, ouvre explicitement la voie en indiquant que sa fiche méthode "vise aujourd'hui à s'adapter à la lecture de multiples supports : images, textes, vidéo-conférences, etc." ([peuple-et-culture](#))

L'arpentage traditionnel consiste à diviser physiquement un livre, distribuer les parties aux participant·e·s, les faire lire individuellement puis restituer collectivement autour de trois questions : ce que j'ai compris, ce qui m'a surpris ou choqué, en quoi cela fait écho à mon vécu. ([peuple-et-culture](#)) La transposition audiovisuelle peut s'appuyer sur trois ressources méthodologiques complémentaires existantes en éducation permanente belge.

Le "Voir, Juger, Agir" du CIEP (issu de la JOC, parfois reformulé "Voir, Penser, Agir" — c'est probablement l'ancêtre de la méthodologie VPA de ouaisfieu) structure l'analyse en trois temps : observation de la réalité, analyse critique, passage à l'action collective. Le CIEP de Verviers (directeur : Yves Reuchamps, 0478/15.51.69) pourrait être un allié méthodologique naturel. ([Ciep](#)) **Media Animation ASBL**, organisation d'éducation aux médias reconnue en éducation permanente, propose des grilles de lecture de l'image, du montage, des procédés formels (cadrage, musique, voix off, rythme). ([Jugendinfo](#)) **Le CESEP** (Centre Socialiste d'Éducation Permanente) a un service audiovisuel qui travaille sur le droit et l'éthique de l'image et l'analyse critique de productions vidéo. ([CESEP](#))

Protocole suggéré pour un atelier d'arpentage du documentaire

En croisant ces méthodologies et la pédagogie PAC (émergence des vécus → appropriation de contenus → mise en discussion → élaboration de revendications), voici un format d'atelier en **6 étapes sur 2h30-3h** :

- **Émergence (15 min)** : Sans montrer le documentaire, recueillir les représentations des participant·e·s — qu'ont-ils entendu, vu, ressenti à propos du reportage ou de la vie rue de Dison ? C'est la phase d'émergence des vécus propre à PAC.
- **Division et visionnage fragmenté (20 min)** : Découper le documentaire en 5-6 segments de 8-10 minutes. Chaque sous-groupe visionne un segment sur tablette avec casque. Chacun note sur post-it : les faits présentés, les émotions ressenties, les procédés de réalisation repérés (cadrage, musique, montage, choix des témoins), et les échos à son propre vécu.
- **Mise en commun et reconstitution (45-60 min)** : Restitution par chaque sous-groupe. L'animateur·rice note les mots-clés. Le groupe reconstitue collectivement le récit et découvre les écarts entre les segments — ce que chacun·e a vu que les autres n'ont pas vu.
- **Apport de contenus (20-30 min)** : Injection d'éléments factuels — le ratio de montage 120:1 dénoncé par Gaëlle Denys, ([L'Avenir](#)) le démenti de l'IWEPS, le témoignage de Laetitia, ([La Libre](#)) les plaintes au CSA, les grilles d'analyse propagandiste (Chomsky, Wacquant sur la stigmatisation de la pauvreté). C'est la phase d'appropriation de nouveaux contenus.
- **Analyse critique collective (30-45 min)** : Questions structurantes — qui parle et qui ne parle pas dans le documentaire ? Quels mécanismes narratifs construisent l'impression de "fraude généralisée" ? Comment le montage transforme-t-il le réel ? Quelles alternatives journalistiques existaient ? Comment les médias fabriquent-ils un "problème public" ?
- **Passage à l'action (15-20 min)** : Que faire de cette analyse ? Quelles réponses collectives (pétition, contre-récit, témoignages, interpellation du CSA/CDJ, production médiatique alternative) ? C'est la phase

Un écosystème de partenaires prêt à se mobiliser

Verviers dispose d'un tissu associatif dense, directement concerné par les enjeux du documentaire, et potentiellement mobilisable pour un atelier. Les partenaires les plus pertinents se répartissent en quatre cercles.

Le **premier cercle** (partenaires naturels de PAC, déjà dans le réseau) comprend le CIEP de Verviers (Yves Reuchamps, éducation permanente MOC, [Ciep](#) méthodologie VJA), le CEPAG verviétois (éducation populaire syndicale), le Centre culturel de Dison (déjà lieu de cafés politiques PAC), la Bibliothèque communale de Verviers, et ARC-Verviers (éducation permanente locale). [CODEF](#)

Le **deuxième cercle** (associations travaillant directement avec les publics concernés dans les quartiers du documentaire) inclut La Belle Diversité (rue Spintay 130A, contact : Virginie Fyon, 0496 87 60 43 — intégration dans le quartier Hodimont, [Vivre-ensemble](#) c'est-à-dire le quartier même du reportage), le Terrain d'Aventures de Hodimont (coordinateur : Abdel Zouzoula — travail de jeunesse dans le quartier filmé), [L'Avenir](#) le CPAS de Verviers (Gaëlle Denys, directement impliquée dans la polémique), le Relais Social Urbain de Verviers (087 31 03 15 — coordination des services de lutte contre la grande précarité), [Vedia](#) et le Plan de Cohésion Sociale de Verviers (permanences sociales rue de Hodimont). [Verviers](#)

Le **troisième cercle** (expertise thématique sur la pauvreté) regroupe ATD Quart Monde – Groupe de Verviers [ATD Quart Monde](#) (concept de "pauvrophobie", universités populaires), le Mouvement Personne d'Abord (rue des Minières 8, Verviers [Rwlp](#) — déjà partenaire de PAC via le jardin solidaire, [PAC](#) membre du RWLP), le RWLP – Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté [Vivre-ensemble](#) (expertise de Christine Mahy, déjà invitée par PAC), et Sans Moyen ASBL (contact : Aurélie Simon, 0485 69 55 58 — aide directe à ~90 familles verviétoises). [Vivre-ensemble](#)

Le **quatrième cercle** (ressources méthodologiques) comprend Media Animation ASBL (éducation aux médias, grilles d'analyse audiovisuelle), [Jugendinfo](#) le CESEP (service audiovisuel, analyse critique de productions vidéo), [CESEP](#) et Peuple et Culture Wallonie-Bruxelles (fiche méthode arpentage adaptable à la vidéo).

Comment contacter PAC Verviers et structurer la proposition

Le contact direct avec la coordinatrice est la voie la plus efficace :

- **Priscilla Cimetta**, coordinatrice PAC Verviers
- GSM : **0497 77 41 80**
- Email : priscilla.cimetta@pac-verviers.be [crvi](#)
- Email général : pac.verviers@skynet.be [PAC](#)
- Téléphone fixe : 087/33.75.33 [PAC](#)
- Adresse : Crapaurue 7, 4800 Verviers (bâtiment CGSP)
- Horaires : lundi-vendredi, 8h-12h / 13h-17h [pac-g](#)

Il n'existe pas de procédure formelle de proposition de partenariat. PAC Verviers fonctionne en co-construction avec ses partenaires locaux. L'approche recommandée comporte quatre temps. D'abord, un **premier contact téléphonique ou par email** à Priscilla Cimetta pour présenter ouaisfieu et son analyse du documentaire, en mentionnant explicitement le lien avec "Tous des glandeurs ?!" de 2013. Ensuite, une **rencontre en personne** au local de PAC Verviers pour discuter du format, du public cible et du calendrier. Puis une **co-construction de l'atelier** intégrant la pédagogie PAC (les quatre étapes) et la méthodologie VPA de ouaisfieu. Enfin, une **mobilisation conjointe** des partenaires locaux déjà dans le réseau de PAC.

Éléments à valoriser dans la proposition

Cinq arguments clés devraient structurer la proposition à PAC Verviers. L'**ancrage territorial** : le documentaire a été tourné dans (DaarDaar) les quartiers mêmes où PAC Verviers est actif (BruxellesToday) (DaarDaar) (Hodimont, rue de Dison) (L'Avenir) (La Libre) et où ses écrivains publics tiennent des permanences — les personnes filmées sont potentiellement des bénéficiaires de services de PAC. La **continuité thématique** : proposer un atelier "Tous fraudeurs ?" en 2026 prolonge directement la campagne "Tous des glandeurs ?!" de 2013, démontrant que les mêmes stigmates persistent douze ans plus tard. L'**innovation méthodologique** : adapter l'arpentage à l'audiovisuel est un chantier ouvert par Peuple et Culture mais pas encore formalisé — PAC pourrait co-construire cette innovation. L'**actualité régulatoire** : l'avis imminent du CDJ (février-mars 2026) offre un ancrage temporel fort et un outil pédagogique supplémentaire (comparer l'analyse citoyenne à l'analyse institutionnelle). La **menace sur PAC** : dans un contexte où le décret-programme de décembre 2025 menace la reconnaissance des associations (Cfwb) liées aux partis et où le MR a ciblé PAC nommément, (Peuple-et-culture-wb) un atelier démontrant l'utilité sociale concrète de l'éducation permanente face à la stigmatisation médiatique constitue aussi un acte de résistance institutionnelle.

Conclusion : agir dans la fenêtre qui s'ouvre

Le calendrier est propice. L'avis du CDJ, attendu dans les semaines qui viennent, relancera inévitablement le débat public. Le Festival Interculturalité de PAC (mars 2026) offre un cadre naturel pour un premier atelier. Et l'absence de réaction formelle de PAC au documentaire crée un espace vacant que ouaisfieu peut contribuer à remplir en apportant son analyse déjà produite et sa méthodologie VPA.

La proposition la plus opérationnelle serait un **atelier pilote de 3 heures** (format décrit ci-dessus) co-animé par ouaisfieu et PAC Verviers, adressé dans un premier temps aux animateur·rice·s et bénévoles du réseau PAC et de ses partenaires, avant une déclinaison grand public. Cet atelier pourrait se tenir dans le local de PAC (Crapaurue 7) ou au Centre culturel de Dison, déjà familier. Le documentaire "Pauvrophobie" (produit par le Forum, abordant directement la stigmatisation des pauvres avec le concept développé par ATD Quart Monde) pourrait servir de contrepoint analytique. (TEST) Et l'ensemble du processus — de l'arpentage collectif à l'élaboration de revendications — incarnerait exactement ce que l'éducation permanente est supposée faire : transformer l'indignation individuelle en intelligence collective et en action citoyenne. (Cfwb)